

Questions orales

inflation plus marquée et une perte de confiance chez les consommateurs et les investisseurs. Tous ces facteurs auraient entraîné un grave ralentissement de l'économie.

Le député admettra que, par exemple, lorsque le ministre des Finances a présenté son premier exposé économique en novembre 1984, certains de ces analystes, y compris les chefs des partis d'opposition ont prédit la perte de 200 000 ou de 300 000 emplois. De fait, ces politiques ont eu pour résultat de créer 1,4 million d'emplois. Nous voulons poursuivre dans cette voie.

LA RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Le premier ministre parle de dette et d'inflation. Pourtant, dans l'état budgétaire, le ministre des Finances admet que le budget présenté à la Chambre la semaine dernière provoquera inévitablement une recrudescence de l'inflation.

Comment le premier ministre peut-il dire à la Chambre et aux Canadiens qu'un budget qui fait augmenter les taxes de vente et d'accise, qui seront inflationnistes du propre aveu du ministre des Finances, devrait faire baisser les taux d'intérêt? Quelles mesures budgétaires feront baisser les taux d'intérêt? N'est-il pas vrai que, comme le confirme le Conference Board, le budget du gouvernement aura l'effet inverse?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, personne ne peut prédire l'avenir avec une précision absolue. Même les prévisionnistes ne sont pas d'accord sur les conséquences des différentes politiques.

Le ministre des Finances s'est basé sur les meilleures informations économiques qu'il était possible d'obtenir. Il a fait intervenir dans les prévisions budgétaires un certain réalisme et une certaine compréhension de l'évolution de l'économie canadienne. Comme le dit si bien le député, les taux d'intérêt sont trop élevés.

Nous espérons et nous pensons en fait que les décisions difficiles que le gouvernement a prises dans le dernier budget feront baisser les taux d'intérêt. Elles auront alors les effets bénéfiques escomptés.

LA PRÉVISION D'UN DÉFICIT FÉDÉRAL PLUS ÉLEVÉ

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, Southam News a diffusé des nouvelles de sources gouvernementales qui disaient que le ministre des Finances prévoyait en secret un budget fédéral bien plus élevé que celui dont parlait alors le gouvernement. Lorsqu'on lui a posé des questions à ce sujet, le ministre des Finances aurait dit ceci à la sortie d'un rassemblement conservateur au cours duquel le premier ministre avait pris la parole: «Non, ce n'est pas exact». Le ministre des Finances a ajouté ceci:

«J'ai dit très clairement que nos dépenses concordent parfaitement avec nos prévisions.»

• (1420)

[Français]

Alors, je désire demander au premier ministre: Pourquoi le ministre des Finances a-t-il insisté sur le fait que, à ce moment-là, la voie du gouvernement était la bonne, alors qu'il avait d'autres informations de son ministère? De plus, pourquoi le premier ministre a-t-il refusé d'utiliser cette opportunité de commenter la situation, préférant rester silencieux au lieu de donner ces informations au public canadien? Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas parlé à ce moment important?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que tous les Canadiens sont conscients et familiers avec la franchise du ministre des Finances. Il a avoué carrément que les majorations dans les taux d'intérêt vers la fin de l'année ont eu bien sûr un impact négatif sur ses prévisions budgétaires. C'est un secret de polichinelle! Et l'impact négatif était non seulement au Canada, mais aux États-Unis et dans tous les grands pays du monde. Les taux d'intérêt ont grimpé vers la fin de l'année et au début de 1989, ce qui a eu un effet pénible sur des prévisions budgétaires déjà annoncées. Mais il est à espérer qu'une politique sérieuse de compressions budgétaires aura des effets bénéfiques dont la Chambre pourra prendre connaissance au cours des prochains mois et sûrement des prochaines années.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

LA PÊCHE AUX FILETS DÉRIVANTS

L'hon. Roger E. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il sait que, il y a trois semaines, lui et son gouvernement ont bradé les pêcheurs et les travailleurs d'usine de Terre-Neuve. Il semble maintenant que le gouvernement a aussi l'intention de plonger dans le chaos le secteur des pêches de la côte ouest. Les réserves de saumon de la Colombie-Britannique sont en baisse depuis quelques années, surtout à cause de la pêche aux filets dérivants à l'extérieur de la limite des 200 milles. En fin de semaine, le gouvernement a permis au Japon de pratiquer la pêche aux filets dérivants sur une distance additionnelle de 120 milles marins. Comment le premier ministre peut-il justifier ce bradage des ressources et des emplois canadiens?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, un de ces jours, le député apprendra que, en parlant constamment de bradage, il contribue à la dévaluation de la devise nationale.

Il devrait également savoir que la question de la pêche aux filets dérivants est un très grave problème que divers